

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983

COMPTE RENDU INTEGRAL — 1^{re} SEANCE

Séance du Samedi 2 Octobre 1982.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. ALAIN POHER.

1. — Ouverture de la première session ordinaire de 1982-1983 (p. 4323).
2. — Procès-verbal (p. 4323).
3. — Dépôt d'une proposition de loi (p. 4323).
4. — Ordre du jour (p. 4323).

PRÉSIDENCE DE M. ALAIN POHER

La séance est ouverte à neuf heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

OUVERTURE DE LA PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983

M. le président. En application de l'article 28 de la Constitution, je déclare ouverte la première session ordinaire du Sénat de 1982-1983.

— 2 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique sommaire de la séance d'hier a été affiché.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

★ (1 f.)

— 3 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de MM. Pierre Schiélé, André Bohl, Henri Goetschy, Daniel Hoeffel, René Jager, Louis Jung, Jean-Marie Rausch, Marcel Rudloff et Charles Zwickert une proposition de loi relative aux régimes locaux de retraite du personnel communal d'Alsace et de Lorraine.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 1, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des affaires sociales, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (*Assentiment.*)

— 4 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au mardi 5 octobre 1982 :

A neuf heures trente :

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail. [N°s 440 et 530 (1981-1982), M. Jacques Larche, rapporteur de la commission spéciale.]

2. — Discussion en nouvelle lecture du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif au développement des institutions représentatives du personnel. **M. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission spéciale.**

A seize heures et le soir :

3. — Eloge funèbre de M. Philippe Machefer.

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel. [N° 428 et 526 (1981-1982), M. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense, et des forces armées.]

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu. [N° 429 et 527 (1981-1982), M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

6. — Discussion du projet de loi autorisant la ratification de trois accords relatifs à l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol ». [N° 410 et 525 (1981-1982), M. Alfred Gérin, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

7. — Discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et le Royaume de Belgique au sujet de l'amélioration de la Lys mitoyenne entre Deulémont et Menin. [N° 408 et 524 (1981-1982), M. Roger Poudonson, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

8. — Discussion du projet de loi autorisant l'approbation, d'une part, de l'échange de lettres du 2 avril 1979 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à certaines dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage de Kehl-Strasbourg et, d'autre part, de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1981 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les tra-

vaux d'exploitation d'entretien et de renouvellement du barrage de Kehl-Strasbourg. [N° 405 et 519 (1981-1982), M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

9. — Discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale, en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. [N° 406 et 520 (1981-1982), M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.]

10. — Discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole). [N° 360 et 461 (1981-1982), M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

11. — Discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole). [N° 370 et 462 (1981-1982), M. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

12. — Suite de l'ordre du jour du matin.

Personne ne demande la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à neuf heures trente-cinq.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
ANDRÉ BOURGEOT.